



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 2986

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à Mme Pascale Got, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

Mme Pascale Got. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

En 2010 : fortes hausses des prix du gaz, de l'électricité, du fuel, de l'essence, des loyers. Début 2011 nouvelles hausses en perspective : transports, énergie, assurances, dépenses de santé et produits alimentaires.

Toutes ces augmentations portent sur des dépenses incompressibles pour les ménages. Elles pénalisent évidemment les plus défavorisés et, de plus en plus, les classes moyennes. Les familles ne supportent plus cette précarité financière. Pour beaucoup d'entre elles, la coupe est pleine.

Rien ne compense ces hausses de prix. Aucun coup de pouce significatif n'a été donné au SMIC, ni à l'augmentation des salaires, la plus faible depuis dix ans. Les plus fragiles et les classes moyennes s'enlisent dans la chute de leur pouvoir d'achat. L'ascenseur social est vraiment tombé en panne, cette fois.

De plus, vous avez ajouté plus de vingt nouvelles taxes depuis trois ans ("*Eh oui !*" sur les bancs du groupe SRC) et le Président Sarkozy n'a pas rejeté le principe de la TVA sociale. Sans doute repousse-t-il le débat après 2012.

Alors, comment allez-vous enrayer la paupérisation des plus fragiles et des classes moyennes ?

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur de nombreux bancs du groupe GDR.)

M. le président. La parole est à M. Frédéric Lefebvre, secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation.

M. Frédéric Lefebvre, *secrétaire d'État chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme, des services, des professions libérales et de la consommation*. Madame la députée, la défense du pouvoir d'achat est une priorité du Gouvernement. *(Rires et vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 2007, hausse de 3,1 % du pouvoir d'achat ; pendant la crise, en 2009, la hausse a été de 1,6 %, et elle a été de 1,4 % durant les trois premiers trimestres de 2010.

Ce n'est pas le fruit du hasard. Je vous rappelle ainsi les mesures relatives aux heures supplémentaires. Je vous rappelle la division par trois des marges arrière, avec plus de concurrence. Je vous rappelle que, sur les produits de grande consommation, le rythme de l'augmentation des prix était, jusqu'en 2008, de 3,1 %, alors qu'à la fin de 2010, ils avaient baissé de 0,2 %.

Sur ces questions, l'action du Gouvernement est donc constante. Je ne vous rappellerai pas le RSA ; je ne vous rappellerai pas la prime à la casse *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC)*, et tous les dispositifs anti-crise qui ont permis de venir au secours des plus modestes. *(Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*

En ce qui concerne l'un des sujets que vous avez évoqués, celui de l'énergie, l'action du Gouvernement a été constante. Je pense à la prime à la cuve et au tarif social du gaz.

Vous parliez de dépenses contraintes. Vous-mêmes, mesdames, messieurs les députés, avez voté, lorsque j'étais parlementaire, un amendement sur le tarif social du mobile que j'avais présenté. Nous travaillons, avec Éric Besson, à l'instauration d'un tarif social sur internet.

Sur la question des produits alimentaires, qui est essentielle pour nos compatriotes, j'ai lancé le débat. J'ai une réunion dans deux jours avec les distributeurs *(Rires sur les bancs du groupe SRC)* sur un panier de produits

essentiels. Tous les Français, y compris les plus modestes, ont le droit de manger à leur faim, et de manière équilibrée (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) : un fruit, un légume, une viande, un produit laitier. Vous voyez, il y a ceux qui parlent, et il y a ceux qui agissent.

Données clés

Auteur : [Mme Pascale Got](#)

Circonscription : Gironde (5^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2986

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Commerce, artisanat, PME, tourisme, services et consommation

Ministère attributaire : Commerce, artisanat, PME, tourisme, services et consommation

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 février 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 16 février 2011